

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



dimanche 27 octobre 2013

Colombie : un groupe paramilitaire menace des manifestants indigènes de « nettoyage social »

Amnesty International

Il y a de graves et constantes préoccupations pour la sécurité des manifestants indigènes en Colombie au milieu de l'escalade de la violence contre eux par les forces de sécurité, et après que leurs dirigeants ont reçu des menaces de mort d'un groupe paramilitaire de droite, a déclaré Amnesty International.

Des dizaines de manifestants indigènes, dont de nombreux enfants, ont déjà été blessés lorsque les forces de sécurité colombiennes semblent avoir utilisé une force excessive contre les manifestations, qui ont débuté le 12 octobre et qui continuent dans plusieurs régions du pays.

Les craintes de nouvelles violences ont été aggravées la semaine dernière après que le groupe paramilitaire des *Rastrojos*, ont appelé au « nettoyage social » des dirigeants indigènes et des groupes impliqués dans les manifestations.

« La plupart des éléments de preuve recueillis par Amnesty International dans plusieurs parties de la Colombie pointe une utilisation très inquiétante et largement disproportionnée de la force contre les manifestants indigènes par la police et les forces armées, » a déclaré Marcelo Pollack, chercheur d'Amnesty International sur la Colombie.

« Les autorités colombiennes doivent s'assurer que la violence contre les manifestants cesse, ainsi que les menaces de mort par des groupes paramilitaires, de même à ce que les allégations de recours excessif à la force soient rapidement et soigneusement étudiées. Ces responsables doivent être traduits en justice par des tribunaux civils – non militaires –. Faute de quoi cela pourrait ouvrir la voie à plus de pertes du fait que les manifestations continuent. »

Protestations indigènes

Depuis le 12 octobre, des milliers d'indigènes ont manifesté dans plusieurs régions colombiennes. Ils exigent le respect de leurs droits qui sont de plus en plus menacés, comme l'extraction minière, de pétrole et d'autres intérêts économiques qui empiètent sur leurs terres ancestrales.

Cette vague de protestations a suscité une réaction violente de la part des forces de sécurité colombiennes, avec certains incidents les plus graves ayant eu lieu dans les régions colombiennes du sud-ouest du Cauca et de la Vallée du Cauca.

Le 19 octobre, le Conseil autochtone régional du Cauca (Comité Regional Indígena del Cauca, CRIC) a signalé que dans La Augustina, dans la municipalité de Santander de Quilichao, dans le Cauca, les forces de sécurité avaient ouvert le feu sur les marches au cours des derniers jours, blessant 15 manifestants indigènes, dont plusieurs enfants.

Le 16 octobre, des unités de police anti-émeute (Escuadrón Móvil Antidisturbios, ESMAD) se sont déplacées pour disperser une manifestation indigène qui barrait la route vers Buenaventura, dans la région de la Vallée du Cauca. Les policiers auraient tiré des grenades lacrymogènes – certaines d'entre elles auraient été remplies d'éclats d'obus – directement sur des manifestants et les ont également battu à plusieurs reprises.

Plus de 60 personnes ont été blessées, 16 avec de graves blessures. La police anti-émeute aurait empêché des manifestants blessés de recevoir un traitement médical pendant plusieurs heures.

Préoccupations pour la sécurité

Les menaces de mort contre les dirigeants indigènes viennent au milieu de ce contexte des forces de sécurité colombiennes qui auraient utilisé une force excessive.

Dans sa menace de mort écrite le 15 octobre, le groupe paramilitaire des *Rastrojos* cite nommément les dirigeants indigènes et des organisations des régions du Cauca, de Caldas, de Risaralda, de La Guajira, de Huila et d'Antioquia.

Les paramilitaires ont sommé les manifestants de rentrer chez eux dans les 24 heures ou bien ils seraient considérés comme des objectifs militaires et pourraient être désignés pour des meurtres de « nettoyage social » (limpieza social). Les paramilitaires ont soutenu que les manifestants indigènes étaient utilisés comme de la « chair à canon » par le groupe de guérilleros des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia, FARC).

« Compte tenu des rapports de force excessifs utilisés contre les manifestants indigènes ces dix derniers jours, nous avons de très graves inquiétudes quant à la sécurité des dirigeants indigènes et des membres des organismes nommés dans la menace de la mort des paramilitaires, » a déclaré Marcelo Pollack.

« Dans le passé ceux étiquetés comme étant subversifs ou collaborateurs de la guérilla ont fréquemment été la cible de violations graves des droits de l'homme par les paramilitaires, agissant soit seuls ou en collusion avec les forces de sécurité. »

Amnesty International craint également que la récente réforme du système de justice militaire, qui rend presque impossible la traduction en justice des membres des forces de sécurité impliqués dans des violations des droits de l'homme, ait pu aussi encourager les forces armées et de police à avoir recours de manière excessive à la force contre les manifestants.

L'organisation exhorte les autorités civiles colombiennes à enquêter de manière indépendante sur toutes les allégations de recours excessif à la force par les forces de sécurité, et sur les menaces de mort émises par les paramilitaires contre les dirigeants et les organisations indigènes.

Traduction de l'anglais : BP

<http://www.amnesty.org/fr/node/43770>

<http://www.amnesty.org/fr/node/43770>

<http://www.legrandsoir.info/colombie-un-groupe-paramilitaire-menace-des-manifestants-indigenes-de-nettoyage-social.html>